

La modernisation de la Convention de Rome : la problématique du terrorisme

La Convention de Rome du 7 octobre 1952, concernant les dommages causés aux tiers par des aéronefs étrangers, fait l'objet de travaux de modernisation. Etant donné les enjeux pour l'industrie aéronautique, le volet relatif aux dommages provoqués par un acte de terrorisme se trouve au centre des débats.

Un système d'indemnisation à deux niveaux

Le projet de modernisation pour les dommages causés aux tiers par les aéronefs à la suite d'actes de terrorisme propose d'établir un système d'indemnisation à deux niveaux :

- l'opérateur aérien, sur lequel pèse une responsabilité objective, bénéficierait d'une limitation d'indemnité : le montant maximum à verser aux victimes, calculé en fonction de la masse maximale au décollage (MMD) de l'appareil, pourrait atteindre 700 millions de DTS¹ pour les aéronefs de plus de 500 tonnes ;
- un fonds de compensation interviendrait au-delà du plafond de responsabilité de l'opérateur et ce jusqu'à 3 milliards de DTS. Ce fonds serait alimenté par des taxes prélevées sur les billets achetés par les passagers.

Si ces différents montants étaient dépassés, et bien que le texte ne contienne aucune disposition expresse à ce sujet, les Etats pourraient être amenés à intervenir.

Les actions ouvertes aux victimes

La dernière version en date du projet permet aux victimes d'intenter une action judiciaire contre la compagnie aérienne. Pour ce faire, il faut que les organes de direction de cette dernière aient participé à la réalisation des dommages. L'acte ou l'omission susceptible d'entraîner la responsabilité de la compagnie aérienne doit alors avoir été effectué soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement (faute inexcusable). Il faut aussi que l'acte en question constitue un manquement à une obligation réglementaire et la cause initiale des dommages. L'opérateur aérien peut toutefois se dégager de toute responsabilité en prouvant qu'il s'est conformé à la réglementation relative à la sûreté et l'a effectivement mise en œuvre.

.../

¹ DTS : Droit de Tirage Spécial du Fonds monétaire international, dont le cours est actuellement de 1,0415 €

Une nouvelle disposition permettant de faire « sauter » la limite de responsabilité des compagnies aériennes a été proposée par la Suède : l'exploitant aérien a, dans cette proposition, l'obligation de mettre en place un système de contrôle approfondi du personnel et doit prouver que l'employé qui a commis l'acte terroriste y a bien été soumis.

Autre nouveauté dans le projet : la définition du préjudice dit « psychique » a été considérablement restreinte. Ainsi, ne pourraient être indemnisées que les maladies psychiatriques reconnues, qui sont la conséquence d'une blessure corporelle ou d'une exposition directe à la probabilité d'une blessure corporelle ou d'un décès. Le délai de prescription pour intenter une action judiciaire est de 3 ans.

Enfin, le projet de modernisation prévoit un droit de recours de l'exploitant aérien contre toute personne ayant commis l'acte terroriste, mais également contre toute autre personne y compris contre le fabricant de l'appareil, de ses moteurs et des pièces en relation avec le défaut de leur conception.

Le projet concernant les dommages ne résultant pas d'un acte de terrorisme

Dans ce projet, qui s'attache également aux dommages causés aux tiers à la surface par les aéronefs, la responsabilité pesant sur les compagnies aériennes aussi est une responsabilité « sans faute » et limitée, liée à la masse de l'appareil. Les niveaux sont les mêmes que dans le projet de modernisation pour les dommages causés aux tiers à la surface par les aéronefs à la suite d'actes de terrorisme. Le délai de prescription est également de 3 ans.

L'exclusion relative aux dommages nucléaires est limitée aux incidents qui sont définis dans la Convention de Paris traitant de la responsabilité civile envers les tiers et la Convention de Vienne sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires (installations nucléaires).

